REPUBLIQUE FRANÇAISE
Ministère de l'INTERIEUR
de la SECURITE INTERIEURE et des LIBERTES LOCALES
DIRECTION GENERALE DE LA POLICE NATIONALE
DIRECTION CENTRALE DE LA SECURITE PUBLIQUE

Département : SEINE SAINT DENIS
Commune : BOBIGNY - NOISY LE SEC

CSP BOBIGNY
45 rue de CARDINET
01 41 60 26 70
Cmdt NOISY LE SEC
2 cr. 8 rue de Neuilly
01 48 10 92 59

Téléphone :

RECEPISSE DE DECLARATION DE MAIN COURANTE

Le 14/03/2007 à 19h11

M. DENIZOT Philip

demeurant 63 rue arthur Groussier à PARIS 14

a effectué une déclaration de main courante inscrite au registre sous la numéro : 2013/3600/00

relative aux faits suivants : Différends à l'amiable des enfants

Fait à BOBIGNY - NOISY LE SEC
Le 14/03/2013 à 19h28

Nom et grade du fonctionnaire
Enregistrant et cachet du service

NOYEL Jérôme

Observations :

1. En vertu d'actes pris par la loi 78-17 « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 (article 34), peut être exercé auprès du secrétariat du siège de la circonscription de police dont dépend le service ayant enregistré la déclaration :
2. Aux termes de l'arrêté du 24 février 1995 autorisant la création dans les commissariats de police d'un traitement automatisé du registre de main courante, la délivrance ultérieure d'un extrait de déclaration est subordonnée à l'accord du Procureur de la République compétent.
3. Article 441-6 du Code Pénal : le fait de se faire délivrer indûment par une administration publique ou par un organisme chargé d'une mission de service public, par quelque moyen frauduleux que ce soit, un document destiné à constater un droit, une identité ou une qualité ou à octroyer une autorisation, est puni de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende.
   En sont plus ainsi notamment le fait de fournir une déclaration mensongère en vue d'obtenir d'une administration publique ou d'un organisme chargé d'une mission de service public, une prestation, un paiement ou un avantage indu.
4. Les « faits » tels que présentés dans le présent récépissé sont simplement indicatifs, ne préjugeant en aucune manière des qualifications qui pourraient être retenues dans l'hypothèse d'instances judiciaires.